

LA MISSION D'OBSERVATION EN GUINÉE

J'aimerais partager avec d'autres collègues parlementaires canadiens, par le biais du Bulletin Amérique, mes impressions relatives au séjour que j'ai effectué en République de Guinée en juin 1995, à l'occasion d'une mission d'observation d'élection où je représentais la Région Amérique de l'AIFLF.

Nous étions 14 délégués provenant de différents pays dont le Bénin, la France, le Liban, la République malgache (Madagascar), le Maroc, le Sénégal, la Roumanie et moi-même du Canada, qui participions à la mission de la Francophonie.

Jadis colonie d'Afrique occidentale française, la Guinée, est devenue indépendante en 1958. Le régime de Sékou Touré, à la tête d'un parti unique, marxiste et totalitaire a brisé ses relations avec la France et a poursuivi un chemin socialiste. L'appauvrissement du pays et la suppression brutale de toute forme d'opposition démocratique ont causé l'exode de plus du quart de la population.

Après la mort de Sékou Touré en 1984, le Comité national de redressement national (CNRN) a nommé le colonel Lansana Conté au poste de chef d'État. En 1991, le régime militaire a ouvert les portes aux civils et s'est identifié sous le vocable de Comité transitoire de redressement national (CTRN). Ce comité s'est accordé une période de cinq ans pour normaliser la situation politique.

Huit personnes se sont portées candidates lors de l'élection présidentielle du 19 décembre 1993. La Cour suprême a déclaré le Général Lansana Conté, fort de 50,98 % des suffrages, officiellement élu au premier tour de scrutin.

Le bureau de l'AIFLF m'a téléphoné cinq jours avant mon départ. Arrivé à Paris, j'ai fait la connaissance de M. Jean-François Bonin, ex-avocat auprès du ministère de la Justice du Canada, présentement responsable du programme auprès de la Délégation générale à la coopération juridique et judiciaire de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). Il s'est chargé de me donner une session de «briefing» complète sur la situation du moment.

Les quatre jours que le groupe multinational de l'ACCT a passé à Conakry furent très chargés : une série de rencontres avec les représentants de la Commission électorale afin d'obtenir les renseignements sur la loi électorale guinéenne, des entrevues avec les représentants des divers partis politiques pour bien cerner leurs préoccupations et écouter leurs conseils, des discussions avec plusieurs ambassadeurs pour évaluer la situation politique de l'heure. De plus, nous avons participé à des sessions de planification avec les représentants d'autres organisations internationales qui avaient aussi envoyé des observateurs permettant ainsi de répartir le travail équitablement, d'éliminer la duplication et d'assurer que chacune des régions et des comtés soient supervisés. Nous avons établi, à l'intérieur du groupe de l'ACCT, un consensus en regard du modus operandi de la mission. Nous avons élaboré les critères à respecter et partagé les tâches. Nous avons aussi divisé notre groupe en plusieurs sous-groupes de

deux ou trois personnes afin de s'assurer d'une représentation équitable dans chacune des régions.

Munis de bananes et d'eau minérale, nous sommes montés dans une voiture à quatre roues motrices, avec un chauffeur qui était habile non seulement à conduire sur ces routes mais aussi à réparer les crevaisons et nous sommes partis pour notre voyage de 460 km, de Conakry à la petite ville de Faranah. Le jour du vote, nous avons partagé notre temps entre les bureaux de scrutin de Faranah et les postes de vote des alentours.

Tôt le matin, nous avons assisté à l'ouverture des bureaux de vote. Durant toute la journée, nous avons observé le déroulement de l'élection et répondu aux questions des électeurs et des responsables de l'élection. Le soir venu, nous avons assisté au dépouillement du scrutin et à l'acheminement des résultats.

Partout, on nous a accueillis chaleureusement. Dans les endroits champêtres, les habitants fêtaient les élections comme une célébration. Les électeurs étaient heureux que des étrangers s'intéressent à eux.

Malgré toutes leurs imperfections, les élections législatives ont donné aux Guinéens une introduction à la démocratie parlementaire. Je ne peux qu'espérer que l'avenir de ce pays soit plus harmonieux que ne l'a été l'ère précédente de dictature.

Gerald R. Ottenheimer

Sénateur